

Ce texte fait partie de l'accord signé par quarante-quatre nations et les honorables députés admettront que c'est une des conditions essentielles de la mise en disponibilité dans un territoire ainsi libéré. Cette disposition s'accompagne de diverses résolutions adoptées à Atlantic City. Mon honorable ami a, pour finir, fait allusion aux secours fournis avec des arrière-pensées politiques. Le Conseil a adopté deux résolutions interdisant cela. Toutes les nations membres du conseil ont l'intention de l'interdire et, pour notre part, nous agissons de même.

M. BLACKMORE: J'aimerais savoir si les vivres et les autres secours fournis aux pays dans le besoin sont fournis en pur don ou à titre de prêt? Supposons, par exemple, que la France fasse appel à l'Administration de secours et de restauration des Nations Unies et qu'elle obtienne des secours pour une valeur de cinquante millions de dollars. S'agit-il d'un pur don ou accordera-t-on ces secours avec l'idée que la France en remboursera plus tard le montant?

M. CLAXTON: Les secours seront fournis aux pays qui en auront besoin à mesure qu'ils seront libérés et à condition qu'ils tombent sous le coup de l'accord, sans tenir compte de leur aptitude à en verser le coût. Mais une résolution adoptée à la réunion d'Atlantic City stipule que les pays en mesure de rembourser le prix des secours seront appelés à payer. La France est de cette catégorie, comme l'a laissé entendre ses délégués à Atlantic City. Elle entend s'acquitter en devise internationale, à même les réserves qu'elle possède en dehors de la France, pour tous les secours qu'elle recevra. Il en est de même pour trois autres pays. Ils paieront pour les approvisionnements qu'ils recevront, mais la quantité qu'ils requerront passera par les mains des commissions conjointes, après consultation avec l'Administration. Celle-ci considérera la somme totale des secours réclamés par toutes les nations et s'appliquera à les répartir proportionnellement aux besoins.

M. BLACKMORE: De vilaines rumeurs sont parvenues à mes oreilles et je tiens ici à en citer une ou deux. Il suffit aujourd'hui de lire tout ce qu'on nous donne en pâture et on y trouve une telle abondance de projets que l'on s'en fait des cheveux blancs. On entend toutes sortes de propositions sur ce que l'on produira ou que l'on ne produira pas, sur le lieu où se fera la production, sur le tarif élevé ou bas qui existera, sur la nature des produits, sur la ligne de conduite financière, sur la question de savoir s'il y aura une banque centrale, et ainsi de suite. Je tiens à savoir si l'on se propose d'exiger que

tout requérant se soumette à ces restrictions, ou à ces accords? J'en suis très inquiet, car si l'on y a recours (et j'ai entendu des bruits à cet effet) pour contraindre les nations indigentes à se soumettre à certains engagements pernicioeux, alors c'est là quelque chose qui doit être mis en lumière. Et je suis d'avis qu'il est du devoir du Parlement de s'assurer qu'aucune condition de ce genre n'existe.

Le très hon. MACKENZIE KING: M. le Président, je tiens à répondre à l'honorable préopinant. En premier lieu, il serait sage, à mon avis, de ne pas attacher trop d'importance aux bruits qui courent. En répétant ces bruits, on crée certaines impressions qui, dans l'esprit de certaines gens, deviennent des convictions. Il serait vraiment très malheureux si ces pays européens qui sont en butte aux plus effroyables tortures voyaient s'ajouter à leurs malheurs du fait du Parlement canadien avec lequel ils sont en relations, l'idée même que ce Gouvernement, ainsi que d'autres, cherchent non pas à leur venir en aide mais à exercer sur eux une contrainte. Mon honorable ami, j'en suis sûr, n'attache pas trop d'importance à ces bruits, et j'espère qu'il évitera de les perpétuer en s'abstenant même de supposer pour un instant qu'ils puissent être véridiques.

M. BLACKMORE: Le premier ministre conviendra, j'en suis sûr, que ce serait encore un bien plus grand malheur si des nations sans défiance s'engageaient, par des conventions dont elles ne saisissent pas toute l'étendue et toute la portée, et s'apercevaient de leur mauvaise situation lorsqu'il est trop tard pour y remédier. En raison des différentes propositions qui ont été préconisées dans nombre de revues, propositions qui sont censées être de provenance authentique, je prétends que tous les députés et toutes les nations de l'univers devraient en arriver à une entente franche et bien définie. Il me semble absolument certain que nous avons là un groupe d'hommes qui cherche à profiter de la guerre et de la paix qui la suivra pour imposer au monde un état de choses encore pire que tout ce que nous avons connu jusqu'ici.

Le très hon. MACKENZIE KING: Des fripouilles et des putois, on en trouve partout.

M. BLACKMORE: Parfaitement, et nous voulons les connaître afin de les empêcher de mordre.

Le très hon. MACKENZIE KING: C'est juste.

M. GRAYDON: Ce ne serait pas suffisant dans le cas des putois.